Document generated on 07/17/2025 10:47 a.m.

Politique et Sociétés

Aux quatre chemins. Papineau, Parent, La Fontaine et le révolutionnaire Côté en 1837 et 1838, d'Yvan Lamonde, Montréal, Lux éditeur, 2018, 242 p.

Frédérick Guillaume Dufour

Volume 39, Number 2, 2020

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1070047ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1070047ar

See table of contents

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)
1703-8480 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Dufour, F. G. (2020). Review of [*Aux quatre chemins. Papineau, Parent, La Fontaine et le révolutionnaire Côté en 1837 et 1838*, d'Yvan Lamonde, Montréal, Lux éditeur, 2018, 242 p.] *Politique et Sociétés*, *39*(2), 183–186. https://doi.org/10.7202/1070047ar

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 2020

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

confronte à son approche et aux cas traités dans les chapitres précédents. Il analyse aussi deux cas supplémentaires pour mettre les trois approches à l'épreuve. Au terme de cette confrontation avec l'histoire allemande et hongroise, Riley juge que l'approche gramscienne est mieux à même d'expliquer la montée du fascisme – et son incapacité à prendre le pouvoir en Hongrie – que l'approche marxisante des travaux de Barrington Moore fils et l'approche wébérienne notamment associée aux travaux de Michael Mann.

La force de l'approche de Riley réside dans sa capacité de réconcilier des positions longtemps vues comme antagoniques dans les études du fascisme. Les travaux associant une certaine gauche à l'origine du fascisme et ceux se basant sur une analyse des conflits de classes ont longtemps appartenu à des traditions irréconciliables. *The Civic Foundations of Fascism* permet jusqu'à un certain point de dépasser cette opposition.

L'ouvrage comporte un certain nombre de limites. Le langage employé par l'auteur laisse parfois entendre que le développement politique des pays étudiés aurait dévié d'une trajectoire « normale », ce qui expliquerait le résultat, la montée du fascisme. Ces formulations apparaissent datées à une époque où les sciences sociales ont remis en question l'idée d'une trajectoire historique idéale pouvant servir d'étalon de comparaison pour les cas divergents. Ces questions de langage peuvent probablement être réglées par une reformulation ne touchant pas au cœur des propositions de l'auteur.

Une critique plus importante mérite toutefois d'être adressée à la conceptualisation du fascisme de Riley. Bien qu'une lecture nuancée de la relation complexe entre démocratie et autoritarisme soit pertinente, la définition du fascisme comme « démocratie autoritaire » tend à réduire la démocratie à la sphère de la légitimation, ce qui rend difficile la distinction entre des régimes authentiquement démocratiques et d'autres se revendiquant comme tels à des fins strictement propagandistes. Cette définition du fascisme permet aussi assez mal de distinguer entre le fascisme et d'autres formes d'autoritarisme dans l'entre-deux-guerres. Riley met sa thèse et les théories concurrentes à l'épreuve en survolant le cas hongrois, où le fascisme n'aurait pas eu de succès. Il n'est cependant pas clair ce qui, à ses yeux, distingue la pratique politique de Miklós Horthy de celle des fascistes en Italie, en Espagne et en Roumanie. En somme, les idées mises de l'avant dans l'ouvrage méritent d'être approfondies sur le plan théorique.

L'ouvrage de Dylan Riley suscitera certainement des débats intéressants au sein de la communauté des chercheurs intéressés par le fascisme et par la démocratie. Devant les défis auxquels font face les régimes démocratiques à une époque de montée des populismes et des mouvements d'extrême-droite, une telle discussion est nécessaire. Même ceux qui partagent le scepticisme de Riley quant à l'utilité de la comparaison entre fascismes historiques et populismes contemporains doivent reconnaître les apports de cette discussion sur le passé à la compréhension des enjeux actuels. *The Civic Foundations of Fascism* devrait être sur la liste de lecture de tous ceux qui souhaitent y participer.

Michel-Philippe Robitaille
Département de sociologie, *Université du Québec à Montréal*
robitaille.michel-philippe@courrier.uqam.ca

Aux quatre chemins. Papineau, Parent, La Fontaine et le révolutionnaire Côté en 1837 et 1838, d'Yvan Lamonde, Montréal, Lux éditeur, 2018, 242 p.

Dans *Aux quatre chemins*, l'historien des idées politiques Yvan Lamonde présente l'évolution intellectuelle et politique de quatre figures centrales de l'histoire politique du Bas-Canada au XIXe siècle : Louis-Joseph Papineau [1786-1871], Étienne Parent [1802-1874], Louis-Hyppolite La Fontaine [1807-1864] et le Dr Cyrille-Hector-Octave Côté [1809-1850]. Des sept chapitres de l'ouvrage, deux sont consacrés à Papineau, trois à Parent, un à La Fontaine et un au

révolutionnaire Côté. C'est donc des trajectoires intellectuelle et politique de Papineau et de Parent dont traite la majeure partie de l'ouvrage. Les trajectoires de La Fontaine et de Côté sont situées en grande partie dans le sillon des premiers. Les années 1834-1838 voient culminer une escalade d'épisodes de contention décisifs pour la pensée et la vie politique de ces acteurs. Les événements auxquels ils sont amenés à réagir et les actions qu'ils mettent en branle découlent de l'échiquier politique qui se met en place avec la Constitution de 1791. Un élément décisif qui vient accentuer les tensions sur cet échiquier est le projet d'union du Bas et du Haut-Canada de 1822. Ce projet, initié par la bourgeoisie anglophone du Bas-Canada, est alors soumis aux Communes à Londres. Il sera abandonné après une vive opposition au Bas-Canada. Suivront en 1834 les 92 résolutions du Parti patriote rédigées par Papineau et Augustin-Norbert Morin et la fin de non-recevoir à ces résolutions, annoncée en mars 1837, par la voix des dix résolutions du ministre de l'Intérieur britannique John Russel. Les tensions de cette période atteignent leur paroxysme en 1837 et 1838 avec les rébellions des patriotes et leur répression par l'autorité impériale.

L'admiration de Papineau pour les institutions de la jeune république américaine ressort clairement du portrait qu'en fait Lamonde. Celui qui fut député de 1808 à 1838 et dirigea le Parti patriote tenta de trouver des appuis à la cause des Patriotes dans la jeune république états-unienne. C'est le républicanisme américain qui, selon Papineau, montre la voie que doivent suivre les Canadiens face aux Britanniques. Il en admire non seulement les institutions républicaines et l'indépendance, mais aussi le système fédéral qui confère beaucoup de pouvoir à ses unités constitutives. Seigneur par son statut social, Papineau ne partage ni les convictions, ni l'empressement de Côté en faveur de l'abolition du régime seigneurial. S'il peut se rallier à l'idée d'une forme d'abolition avec compensation, il estime que les Canadiens ne doivent pas laisser aller leur contrôle sur la propriété terrienne. Parent, quant à lui, intervient en politique non pas à titre de député, mais de journaliste au journal *Le Canadien*, dès 1822. Si Papineau apprécie les institutions américaines, ce sont les institutions britanniques que Parent aimerait admirer, mais il dénonce le fait qu'elles ne s'appliquent pas équitablement aux sujets Canadiens. La dynamique impériale entraîne une contradiction entre la théorie et la pratique des institutions libérales britanniques. En outre, Parent estime qu'en cherchant à conserver le contrôle d'un Conseil législatif non élu et dominé par des Britanniques, l'empire renie les libertés et les principes qu'il devrait garantir à ses sujets, à commencer par le *No Taxation without Representation*. Le Conseil législatif non élu participe également à la création de nationalités antagoniques au détriment du bon fonctionnement des institutions canadiennes. Déçu par les Britanniques dans la foulée des résolutions Russel, Parent en vient à inciter les Canadiens au repli et à la résilience ethnoculturelle. Profondément marqué par les préoccupations et les intérêts de la députation de Québec, Parent se réclame également « du peuple » avec lequel il accuse le Parti patriote de ne pas être au diapason. D'abord admirateur de Papineau et des Patriotes, alors qu'il est jeune député, La Fontaine leur tourne le dos au moment des rébellions. Il estime en 1837 qu'il « faut sacrifier Papineau » et suivre les traces de Parent et de la « famille de Québec ». Le révolutionnaire Côté est, lui, non seulement en faveur de l'abolition du régime seigneurial, mais profondément républicain et anticlérical. Loin de voir, comme Parent, dans l'Église une institution qui permet le repli honorable des Canadiens, Côté en interprète les actions et l'influence comme les causes de l'effondrement du pays bas-canadien. D'abord un grand admirateur de Papineau, il le méprisera pour ne pas avoir conduit les Patriotes à une insurrection révolutionnaire.

Aux quatre chemins prend la mesure des tensions tragiques de quatre acteurs déchirés et opposés par les impératifs antagoniques que leur dictent leurs convictions et leurs responsabilités, l'espoir réformiste et la quête révolutionnaire, le retrait honorable

et la fuite en avant romantique. Bien que la période 1834-1838 soit passée sous la loupe, l'historien retrace le parcours des acteurs depuis les années 1820, ce qui donne plus de substance à leur trajectoire intellectuelle et politique. Les positionnements et les stratégies des acteurs évoluent suivant les événements, mais ils restent, dans l'ensemble, cohérents avec leurs conceptions politiques, à l'exception près de la conversion de Côté au protestantisme, qui troque les armes et la révolution pour la soutane et la religion. Ultimement, estime Lamonde, « les formes de présence de chacun dans la vie publique » (p. 229) durant cette période est une clé pour comprendre leurs choix intellectuels et politiques.

La contribution de Lamonde à l'histoire sociale et politique du Canada et du Québec durant le XIXe siècle est inestimable. Au-delà des quatre volumes qu'il consacre à l'histoire des idées politiques de 1760 à 1950, une référence incontournable, l'historien a consacré des monographies originales à Louis-Joseph Papineau et à Louis-Antoine Dessaulles [1818-1895], le seigneur libéral et anticlérical très proche du premier. Son écriture, dans cet ouvrage comme ailleurs, est accessible et son enquête appuyée sur un vaste répertoire d'archives. *Aux quatre chemins* est un ouvrage particulièrement accessible et qui a l'intérêt de présenter le cycle de contentions politiques des années 1820 aux années 1840 d'une façon originale. L'ouvrage reprend, à la façon Rashōmon, les mêmes événements vécus et interprétés par quatre acteurs en illustrant bien leur interdépendance, ainsi que celle de leurs espoirs, de leurs déceptions et de leurs échecs. Ils ne vivent pas beaucoup de victoires. Les lecteurs qui voudront en apprendre davantage pourront, bien entendu, se référer à des études plus détaillées, par exemple celles de Lamonde sur Louis-Joseph Papineau (*Fais ce que dois, advienne que pourra*, Lux, 2015), Louis-Gustave Papineau [1828-1851] (*Une tête forte méconnue*, Presses de l'Université Laval, 2014) ou Louis-Antoine Dessaulles (*Un seigneur libéral et anti-clérical*, Fides, 1994).

L'ouvrage rappelle que les luttes pour la démocratisation ne se réduisent pas à des oppositions mécaniques en termes de classes ou de races. Elles impliquent des conceptions politiques cohérentes et articulées qui doivent être contextualisées. En retour, les institutions qui découlent de ces conceptions engendrent des catégories qui participent au façonnement des classes et des clivages racisés. Les objets des sciences sociales sont toujours abordés à partir d'un certain cadrage. Dans cet ouvrage, le cadre privilégié par Lamonde est l'évolution de la pensée politique des acteurs à l'égard des institutions et des stratégies de l'Empire britannique au Bas-Canada durant la période 1834-1838. D'entrée de jeu, il est clair qu'il ne sera pas question ici de la situation des femmes ou des autochtones au Bas-Canada durant cette période. Comme dans plusieurs ouvrages historiques sur la première moitié du XIXe siècle canadien, les autochtones brillent plutôt par leur absence. L'histoire sociale de la période joue également un rôle secondaire dans cet ouvrage, sauf peut-être pour contextualiser les interventions de Côté. L'historien ayant été explicite sur ses intentions, nous ne pouvons lui reprocher de ne pas faire ce qu'il dit qu'il ne fait pas. Nous renvoyons plutôt le lecteur aux travaux d'Allan Greer (*Habitants et patriotes*, Boréal, 1997), de Gilles Laporte (*Patriotes et loyaux*, Septentrion, 2004) et de Milène Bédard (*Écrire en temps d'insurrections*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2016) sur ces questions.

Il y a cependant une tension méthodologique et théorique dans l'œuvre de Lamonde. L'opposition entre Papineau et Parent ne fait pas seulement l'objet d'une contextualisation historique. L'historien interprète cette tension comme constitutive de l'idée canadienne en général et parfois comme grille d'interprétation politique en dehors de son contexte initial. Dans son essai *Un coin dans la mémoire* (Leméac, 2017), par exemple, cette tension devient une grille d'interprétation transhistorique au moyen de laquelle il départage les partisans d'un nationalisme plus politique, les héritiers de Papineau, de ceux d'un nationalisme plus culturel, les héritiers de Parent. Ici, Yvan Lamonde abandonne l'histoire contextuelle

pour une herméneutique davantage spéculative. Il y a donc dans son travail une tension entre un effort de contextualisation de la pensée des auteurs, effort auquel il nous convie dans *Aux quatre chemins*, et une tentation de l'historien de dégager des figures idéaltypiques à partir de Papineau et de Parent qu'il applique à d'autres époques et périodes de l'histoire canadienne, par exemple à l'analyse des conclusions du rapport Bouchard-Taylor dans *Un coin dans la mémoire*. Si la première démarche réclame une certaine prudence dans le maniement du contexte, la seconde, elle, relève d'une herméneutique qui risque d'appréhender le présent à partir d'une lunette un peu moins adaptée. Elle tend à imposer un métarécit aux spécificités des contextes politiques ultérieurs. Cette herméneutique questionne, interprète et ordonne le présent à partir de figures politiques auxquelles sont attribuées des logiques d'actions idéaltypiques décontextualisées et ancrées dans le passé. Si la première démarche relève de l'histoire dans la tradition de l'histoire sociale ou de l'École historique de Cambridge, la seconde démarche est plus risquée et nous semble s'inscrire en porte-à-faux avec le projet d'une histoire politique contextualisée.

Frédérick Guillaume Dufour
Département de sociologie, Université du Québec à Montréal
dufour.frederick_guillaume@uqam.ca

The H-Word: The Peripeteia of Hegemony, de Perry Anderson, Londres et New York, Verso, 2017, 208 p.

L'ouvrage *The H-Word* de Perry Anderson vise à enrichir notre compréhension de l'ordre international contemporain en décrivant les différentes formes assumées à travers l'histoire par le concept d'hégémonie, de la Grèce antique à la République populaire de Chine en passant par ses relectures modernes en Europe et en Amérique. Anderson note d'emblée l'ambiguïté de ce concept, qui se situe à la croisée de la force et du consentement, de la menace et de la négociation.

Bien que la construction d'une force hégémonique ait été établie comme une priorité politique dans des contextes aussi variés que l'Athènes de Périclès ou les guerres de libération de 1813-1814 contre les troupes de Napoléon en Allemagne, son interprétation dominante de nos jours est plus étroitement liée aux bouleversements révolutionnaires du XXe siècle. Anderson décrit l'évolution de la pensée de Lénine sur la question des classes et des stratégies de transformation sociale, et notamment l'idée d'une dictature démocratique basée sur une alliance entre le prolétariat et la paysannerie. Cette coalition révolutionnaire devrait imposer sa volonté par la force contre les propriétaires terriens et les capitalistes, tout en reposant sur un gouvernement par le consentement au sein de la coalition elle-même. Une telle stratégie supposait pour Lénine une éducation politique constante de la paysannerie par la classe ouvrière, afin de permettre la constitution d'une coalition ouverte au sein de laquelle le prolétariat composerait la principale force hégémonique.

La constitution d'un bloc hégémonique dirigé par le prolétariat était également perçue comme une priorité stratégique par Antonio Gramsci, bien qu'il ait proposé un changement décisif dans la définition de l'hégémonie en l'étendant à toute forme de gouvernement stable, quelle que soit la classe qui en bénéficie le plus directement. En incluant à la fois l'obtention du consentement et l'usage de la force dans sa conception élargie de l'hégémonie, le dirigeant communiste italien cherchait à comprendre comment l'ordre capitaliste occidental avait résisté à la vague révolutionnaire de 1917-1923. Deux facteurs se dégagent de son analyse, soit le rôle des strates intellectuelles dans la diffusion et l'internalisation des normes dominantes par les classes subordonnées et la densité des associations civiles qui défendent, d'une manière plus ou moins affirmée, les classes dirigeantes. Anderson souligne ici le contraste entre l'approche de Gramsci et celle préconisée par le juriste allemand Heinrich Triepel : là où le premier concevait l'hégémonie comme un ensemble